

## **Communiqué de l'Articulation des mouvements sociaux (AMS) du Nicaragua**

### **SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE DE CUBA**

L'Articulation des mouvements sociaux (AMS) soutient le droit à la mobilisation, à la protestation pacifique et les revendications du peuple de Cuba.

Nous exigeons que le gouvernement respecte les droits humains, la réponse n'est pas la violence, mais l'écoute des demandes et la recherche d'une solution, sans chantage consistant à accuser les manifestants de soutenir l'impérialisme ou de s'être laissé bernier. Ne pas écouter revient à ignorer les problèmes de la vie quotidienne, lesquels ne sont pas seulement le fait du blocus qui, en empêchant l'accès à des financements et à des biens punit le peuple cubain depuis plus de soixante ans, et dont la levée doit sans aucun doute être une exigence internationale.

À Cuba, plusieurs crises se chevauchent : économique, démographique, d'accès aux biens indispensables, d'institutions qui se sont détériorées ; crises aggravées par la pandémie du Covid-19. À cela s'ajoute une crise de soins à la personne et de la reproduction sociale au quotidien, qui touche plus particulièrement les femmes. Comme le disait Rosa Luxemburg : la liberté ne peut pas être celle d'un seul parti, elle doit être pour toutes et pour tous. Sans répression, sans persécution, sans détentions arbitraires et encore moins en appelant une partie de la population à en affronter une autre.

On ne peut pas transposer le soulèvement cubain à la situation du Nicaragua, ce sont des réalités très différentes. Nous subissons le même chantage d'une certaine gauche qui, enferrée dans ses vieux dogmes et ayant enterré l'arme de l'autocritique, affirme que le fait de réclamer justice et liberté – en tant que valeurs fondamentales de la démocratie – nous place dans le camp de la droite et que nous portons atteinte aux processus révolutionnaires.

Nous refusons aussi la manipulation et le fanatisme de la droite internationale qui, profitant du légitime mécontentement populaire, prétend s'appuyer sur des luttes populaires tout en soutenant un blocus criminel et qui cherche à imposer à Cuba sa propre feuille de route.

Une vision manichéenne ne permettra pas de faire les analyses et les transformations nécessaires ni d'écouter les gens, en mettant la dignité avant toute chose, jusqu'à ce que son respect soit devenu une évidence.

Il est important que Cuba s'ouvre aux observateurs indépendants des droits humains, pour aborder la situation en profondeur et sans deux poids deux mesures, dans le but d'apporter une véritable réponse de fond à cette crise et de prendre des mesures à temps, sans laisser se multiplier les conditions propices à l'augmentation des inégalités, avec leur lot de morts, de prison et de déplacements forcés.

La communauté internationale a le droit d'avoir un avis, sans faire preuve d'ingérence ni menacer d'invasion militaire. Du point de vue des droits humains, elle doit prendre conscience de la crise politique et sociale de l'Amérique latine, et l'analyser en

profondeur afin d'apporter une réponse systémique à la crise qui frappe notre région, où plusieurs États ont répondu par la répression aux justes demandes du peuple.

Managua, 13 juillet 2021